

Burundi : pour le gouvernement, la situation dans le pays est «bonne»

RFI, 13-10-2015 Alors que le flot de réfugiés ne se tarit pas et que dans son dernier rapport, le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme s'était alarmé d'une augmentation du nombre d'arrestations, de décès et de meurtres au Burundi, le ministre de l'Intérieur burundais a publié hier un communiqué sur le bilan sécuritaire de ces trois derniers mois. Conclusion selon le communiqué, la situation est «globalement bonne». Dans tout le pays, la population vaque normalement à ses activités en toute quiétude, se félicite le ministre de l'Intérieur. Il reconnaît l'existence de poches d'insécurité «sporadique», mais estime avoir rempli ses objectifs de sécurisation «à 90,31%».

En trois mois, pas moins de 130 cas d'assassinats et 48 tentatives d'assassinats ont pourtant été enregistrés. Des actes qualifiés de «criminels» dans le communiqué gouvernemental, sans référence à un quelconque caractère politique. Le ministre revendique également l'arrestation de plus de 3 000 personnes, assurant que pour chacune d'entre elles, un dossier pénal a été «confectionné» et «transmis aux différents parquets», alors que l'ONG plusieurs organisations de défense des droits de l'homme se sont alarmées récemment du caractère arbitraire de ces arrestations. Les déplacements frontaliers surveillés Parmi les faits marquants listés dans ce communiqué, il y a aussi «la découverte de cadavres» dans certains lieux de la capitale, les jets de grenade qui se poursuivent, ou encore «des déplacements de jeunes en direction de Tanzanie» qualifiés «d'anormaux». Ces dernières semaines, les autorités ont d'ailleurs bloqué plusieurs centaines de jeunes dans des provinces frontalières craignant, selon des sources sécuritaires, qu'une «rébellion» soit en préparation. Localement, on proteste contre ces arrestations visant des jeunes qui, selon les habitants, partent travailler comme ils l'ont toujours fait.